Organisations de la société civile du Burundi

Déclaration en rapport avec l'opération d'enrôlement des électeurs : Fausses cartes d'identité, faux électeurs, fausses élections.

Les organisations de la société civile notamment celles qui ont participé à l'observation de l'opération de l'enrôlement saisissent cette opportunité pour donner sa position par rapport au déroulement et aux résultats provisoires de l'opération d'enrôlement.

Les organisations de la société civile burundaise qui ont participé à l'observation de l'opération d'enrôlement rappellent que malgré les nombreuses irrégularités constatées assez tôt dans cette opération, avaient demandé à mi-parcours, d'observer un arrêt stratégique pour permettre à la CENI et au pouvoir de corriger les erreurs et relancer cette opération mais la CENI s'est entêtée et s'est contentée d'annoncer que ces irrégularités seront corrigées « au fur et à mesure ». Cette réponse a toujours été opposée au plaidoyer pour la correction des irrégularités constatées déjà dans la mise en place des CEPI et des CECI.

De façon générale, nos observateurs disséminés sur l'ensemble du territoire national ont relevé nombre d'irrégularités constitutives de fraudes électorales comme le témoigne la liste non exhaustive ci-après :

L'élément central qui a facilité la fraude lors de l'opération d'enrôlement des électeurs est la manipulation et l'utilisation abusives de la carte nationale d'identité notamment par des cartes d'identité sans empreintes digitales du propriétaire, des cartes nationales d'identité sans sceau de la commune, cartes nationales d'identité qui ne comportent pas de photo passeport, ou qui portent des photos invisibles ou dont la photo a été remplacée par une autre, des cartes nationales d'identité distribuées en dehors des bureaux de la commune soit par des directeurs d'écoles, chefs de colline ou de quartiers ou d'autres administratifs à la base ou par des membres du CNDD-FDD agissant à titre privé. Ce constat a d'ailleurs été fait par le Ministre de l'Intérieur qui avait fait une déclaration rappelant que le seul lieu de distribution de la carte nationale d'identité est la commune.

La manipulation ou l'utilisation abusive de la carte nationale d'identité par endroit distribuée à des mineurs ou aux personnes qui en ont déjà, constitue sans nul doute une fraude électorale savamment pensée et mise en œuvre avec la complicité de l'administration communale.

Le caractère systématique de cette fraude prouve à plus d'un titre un plan à peine voilé de frauder tout le processus électoral.

En pareilles circonstances, il devient difficile voire impossible de savoir les citoyens qui se sont régulièrement fait enrôler et les chiffres avancés par la CENI ne revêtent aucun crédit.

Dans certaines localités du pays, la carte nationale d'identité a été distribuée aux étrangers, ce qui s'apparente à l'octroi galvaudé de la nationalité burundaise; tandis

que des milliers de burundais sont privés de leur droit de désigner leurs représentants par le fait qu'ils n'ont pas eu accès à la carte nationale d'identité

Par endroit, des fiches de rendement journalier ont été manipulées par les agents des CECI ce qui remet en doute la véracité du fichier électoral.

Nous sommes doublement sidérés par la réponse synergique de la CENI et du Ministère de l'intérieur qui ont banalisé la fraude électorale et rejeté toute proposition de redressement tandis que le Ministère Public et de la police ont brillé par leur silence et inertie au point que l'on est fondé à se demander s'ils n'ont pas garanti l'impunité du crime.

Et pour cause, alors que des dizaines de cas des personnes étaient appréhendées en train de fabriquer des cartes d'identité, ou en possession des dizaines voire des centaines de cartes nationales d'identité ; ce qui aurait obligé le Ministère Public d'initier la procédure de la flagrance pour que ceux qui s'en rendent coupables soient condamnés et servent ainsi d'exemple; personne n'a jusqu'ici été inquiétée.

Nous interpellons tous les parents et éducateurs de réaliser l'ampleur que la fraude électorale en milieu scolaire est en train d'avoir sur l'éducation des fils et filles du Burundi, leur avenir et celui de la nation burundaise.

Compte tenu de ce qui précède ;

***Les organisations de la société civile constatent* _et affirment avec véhémence qu'il y a eu fraude électorale lors de l'enrôlement des électeurs.**

Elles demandent :

1°.L'annulation des résultats de l'opération d'enrôlement ;

2°.L'audit sur l'utilisation de la carte nationale d'identité avant et pendant la période d'enrôlement des électeurs ;

3°.L'organisation d'une nouvelle opération d'enrôlement des électeurs sur base des documents hautement sécurisés comme la carte biométrique ;

4°.L'appui de la communauté internationale pour sécuriser le processus électoral notamment par le financement de l'établissement d'un fichier électoral fiable et exempt de fraude ;

5°.Au gouvernement du Burundi et à la CENI de prendre des engagements fermes pour rendre le processus électoral inclusif, transparent et crédible afin d'éviter tous les faits et pratiques susceptibles de favoriser la violence électorale.

Fait à Bujumbura le 18 décembre 2014

Les organisations signataires

Liste des signataires de la Déclaration de la SC en rapport avec l'opération d'enrôlement.

Date : le 18 décembre 2014

N° d'ordre	*Organisation*	*Signature*
1	COSOME	
2	FORSC	
3	APRODH	
4	OLUCOME	
5	ACAT-BURUNDI	
6	FOCODE	
7	RCP	
8	Ligue Iteka	
9	Dushirehamwe	